

TGV à vapeur

Faut-il le rappeler : il est plus facile de détruire que de construire. Après un coup d'Etat réalisé à la vitesse d'un TGV, la transition s'essouffle et patine comme les poussières locomotives à vapeur des albums de Lucky Luke. Malgré d'innombrables coups de sifflets annonçant le départ du train, le Gouvernement de consensus est encore et toujours à quai, et les passagers sont encore : le convoi a donc encore l'allure d'un train fantôme. On parle ici du vrai Gouvernement consensuel, et non celui qui a été présenté comme tel il y a quelques semaines en racolant les girouettes et retourneurs de veste professionnels du coin.

Pourquoi ? Comme nous l'avons déjà abordé dans Le canard et le navet, les centres de décisions ne cessent de se mettre des bâtons dans les roues en tentant de repousser toujours plus loin les limites du marchandage. Entre les auteurs de coup d'Etat et les victimes, envisager de prime abord une cohabitation pacifique et fructueuse relève de l'utopie. C'est donc à celui qui montrera le plus de mauvaise foi.

Qui est responsable du blocage actuel ? Chacun aura son point de vue sur la question, en fonction de la place qu'il occupe sur l'intervalle [*foza orana – zanak'i dada*]. Le principe est toujours le même : il faut refilet la patate chaude sur le dos du voisin, et faire de celui-ci le bouc émissaire de tous les maux du monde. Mais au-delà de l'absence avérée d'intérêt supérieur de la nation chez la très grande majorité, il y a trois paramètres essentiels qu'il faut aujourd'hui considérer au sujet de la sortie de crise.

Le premier point est le fait que nous avons affaire à un coup d'Etat, quel que soit le nom et les tentatives de justification que certains veulent lui donner. Ce coup d'Etat a réussi, mais il a montré ses limites, grâce d'une part à la communauté internationale, mais aussi à la force d'inertie de ceux qui s'y sont opposés, même sans les moyens et la mentalité nécessaires pour motiver une mutinerie. La rancœur des victimes, mais aussi de ceux qui réprouvent la méthode, est donc somme toute légitime, tout comme leur mauvaise volonté à collaborer. Est-il concevable de forcer les gens à manger des excréments avec une petite cuillère, et en plus leur demander de croire que c'est un *tiramisu* ?

De par son côté brutal et illégal, le putsch militaro-civil s'est assis sur le droit des citoyens à s'exprimer démocratiquement, et une poignée d'excités qui ont doré leur carapace d'écrevisses marbrées sur la Place du 13 mai ont imposé leur gourou aux 19 millions de malgaches. Il est donc normal que la méthode Rajoelina ne fasse pas l'unanimité, que ce soit chez Marc Ravalomanana et ses partisans, mais aussi auprès des centaines de milliers de victimes innocentes (1) ; ou tout simplement ; chez ceux qui n'ont rien à perdre ou à gagner avec un maintien de Rajoelina ou un retour de Ravalomanana, mais qui considèrent tout juste que le principe même du coup d'Etat fait régresser le peu de civilisation démocratique que nous avons. Si au temps des hommes des cavernes, c'est celui qui avait le plus gros gourdin qui avait toujours raison, maintenant c'est donc celui qui a la *kalachnikov*. Mais le principe est le même : selon la Loi de la Jungle, le pouvoir appartient aux gros bras et aux grandes gueules. Comment des gens qui ont appris et enseigné le Droit constitutionnel peuvent-ils cautionner cette ignominie ? C'est donc sur ces gros bras qu'il faut peser pour inverser la tendance, à travers les deux seules méthodes connues pour traiter avec cette race : les mettre en face de plus fort qu'eux, ou surenchérir sur les motivations qui leur ont été offertes. Sur cette base, on est donc mal partis, car le problème semble insoluble : on ne peut pas tenter de modéliser une sortie de crise de façon intellectuelle, car cela ne marcherait qu'avec des intellectuels. Point barre.

Le second point se base sur le constat suivant : faire baisser la tension implique que les auteurs du coup d'Etat mettent de l'eau dans leur vin. Bien entendu, la solution idéale serait qu'ils fassent machine arrière, se démettent de leurs fonctions mal acquises, et se mettent à la disposition de la Justice de leur pays, qui, je ne m'abuse, réprime ce genre d'agissements. Mais ne nous faisons pas d'illusions sur cette option, du moins dans l'immédiat. Il lui appartient donc à Andry Rajoelina de faire au moins le maximum de concessions pour aboutir à une transition consensuelle plus ou moins viable : il est le principal coupable de la situation actuelle, et nous ne sommes pas encore au fond du gouffre. Même si nous nous trouvons au plus mal, le pire existe et peut arriver. Maintenant qu'il a acquis à Addis-Abeba le maintien de son fondement sur le fauteuil de sa *libido*, il est inadmissible que le putschiste fasse en plus le glouton au niveau de la répartition des sièges gouvernementaux. Après avoir laissé le pays partir à la dérive pendant presque un an, comment peut-il se permettre en plus de faire obstruction à la sortie de crise, alors que celle-ci est pour une fois à portée de mains ? A moins qu'il ne veuille le beurre, l'argent du beurre, le sourire de la crémière. Et peut-être, la peau du laitier...

Bien entendu, les griots hâtifs vont nous dire que Monsieur Rajoelina a déjà suffisamment fait de concessions depuis Maputo. Certes, mais on ne va pas le féliciter pour cela : c'est lui qui s'est amusé à plonger le pays dans la situation de crise actuelle, c'est à lui de fournir le plus gros des efforts et des sacrifices pour l'en sortir. Quoique le doute soit permis, tant sur sa volonté, sa bonne foi, ses capacités et ses compétences. Et pour rajouter au câpre et au cornichon, une versatilité causée entre autres par le pire aréopage de conseillers bidon et tordus qui ait existé dans les rouages du pouvoir depuis l'Indépendance.

Le dernier point pourrait tenir d'une démonstration à la Machiavel. Une situation qui pourrait avoir des conséquences sociales désastreuses, pour ne citer que les fermetures d'usines qui dépendent des marchés de l'AGOA. Imaginez un instant 200.000 personnes qui se retrouvent jetées à la rue, et qui décident de l'occuper. Comment un Gouvernement pourrait-il contrôler le mécontentement légitime de centaines de milliers de personnes dont les intérêts vitaux sont perturbés par la crise ? Les tontons macoutes tropicaux et autres Dadis Camara de l'Océan Indien auraient sans doute tendance à suggérer une solution identique à celle déjà appliquée sur la bouquiniste d'Ambohitovo. Cependant, ces pertes d'emplois vont placer la grogne à un autre niveau, et donner en légitimité nationale et internationale à l'opposition au Président de la transition. Il s'agira d'autre chose de bien plus important et légitime que du simple rêve de se faire appeler « Monsieur le Président » ; du gamin qui se fait voler son sucre d'orge dans la cour de récréation ; ou du propriétaire de station TV qui voit celle-ci arbitrairement fermée. Cette crise sociale peut donc servir les intérêts des opposants de la première heure de Monsieur Rajoelina, mais aussi des charognards qui traînent hypocritement dans son sillage, et attendent leur heure pour révéler leur face d'Iznogoud. Par conséquent, le PT est celui qui aura le plus à perdre d'une sortie de crise retardée, et devrait se dépêcher de prendre ses responsabilités. Au lieu de se réfugier continuellement avec des prétextes fallacieux sous les moustaches ratsirahonaniennes, ou les jupes de Tata Lantosoa. En matière de politique, le temps accroît toujours le nombre de vos ennemis. Quelqu'un doit méditer dessus chaque jour du côté de l'Afrique du Sud.

(1) Même si l'équipe actuelle de la Transition recèle d'individus peu recommandables, le Ministre des finances Hery Rajaonarimampianina est sans aucun doute quelqu'un de bien. Mais il devrait se méfier des conseils de certains personnages troubles de son entourage, qui le poussent à raconter n'importe quoi. D'une part, il propagandise un taux de croissance "qui ne sera juste que de 0,6%", alors que tous les experts tablent sur une croissance négative qui pourrait aller jusqu'à -2%, voire au-delà. D'autre part, pour disculper le pouvoir hâtif de sa culpabilité sur la descente aux enfers de l'économie, il commence à véhiculer l'argument suivant : que c'est à cause du régime Ravalomanana que l'aide internationale a été coupée, et l'actuelle équipe n'y est pour rien. C'est sans aucun doute un argument fallacieux et dilatoire, car s'il est vrai que l'aide budgétaire a été coupée en décembre suite à une demande d'explication des institutions de Bretton Woods, la poursuite de cette suspension et l'élargissement à tous les autres domaines comme les projets est la conséquence directe du coup d'Etat, et cela est signifié noir sur blanc dans plusieurs communiqués de la communauté internationale. Par exemple, la fermeture du Millenium Challenge Account, en attendant l'AGOA...

Source : <http://fijery.wordpress.com/>